

Expansion des exportations

Je me demande pourquoi on se hâte, et je crois qu'il est important de se rendre compte que le rapport de l'Auditeur général pour 1972 n'a pas encore été déposé au Parlement. Les députés liront avec grand intérêt la description de cette transaction dans le rapport de l'Auditeur général. On ne devrait pas pousser la Chambre à adopter ce bill avant d'avoir pu examiner ce que l'Auditeur général a à dire dans son rapport au sujet de cette transaction fantaisiste. Même si le Venezuela est le pays destinataire, en ce qui concerne la transaction, la Banque de Nouvelle-Écosse, par l'intermédiaire des Bahamas, s'est engagée envers une compagnie, la BNS International Bahamas, qui est effectivement l'emprunteur. Je signale également que 25 des 28 millions de dollars ont été avancés, soit plus de 25 p. 100 du montant total émis par cette compagnie en 1972 aux termes de l'article 29.

● (1640)

L'un des faits les plus intéressants peut-être que nous aient livrés les audiences des comités, c'est que lorsqu'on a demandé au président de la Société quel montant elle pourrait effectivement accorder en vertu de la nouvelle formule, si le bill à l'étude était adopté, il a admis que ce serait 2 milliards. La Société a déjà signé environ 1 milliard jusqu'à présent. Si le projet de loi est adopté, elle pourra signer des contrats d'environ 2 milliards de dollars. Comme je l'ai déjà dit, bien peu de compagnies au Canada bénéficient de cet argent. La plus grande partie des compagnies sont d'appartenance étrangère. On s'imaginerait donc qu'après tout le bruit qu'a fait M. David Lewis par tout le pays, durant la dernière campagne électorale, au sujet des quêteux en Cadillac, on entendrait de vives protestations aux audiences du comité du fait que le gouvernement s'apprête à accorder encore 1 milliard de dollars à quelques compagnies qui ont eu la chance d'avoir l'avantage sur leurs concurrents.

Voici ce qui s'est passé. Pendant les dépositions des témoins de la Société pour l'expansion des exportations, pas un seul représentant néo-démocrate n'a posé de question. Le critique financier du parti s'est borné à faire des mots croisés tout le temps de l'audience. Il n'y a pas eu une seule question. Voilà. Dans son livre, le chef de ce parti donne à la page 116 une liste de ce qu'il qualifie de largesses, dont le total s'élève à 955 millions de dollars. Ailleurs, il énumère diverses largesses, subventions et autres choses de même genre, mais lorsqu'ils ont la chance d'agir de façon positive, ils ne font rien. Les Canadiens devraient comprendre cela et tenir compte du peu de sincérité de leur attitude, du peu de sincérité aussi du ministre, qui prétendait vouloir traiter sérieusement de la question de la propriété étrangère au Canada avec son bill C-132 alors qu'il permet à une compagnie d'accorder, sans qu'il soit fait mention de la propriété, une assistance financière considérable à des compagnies comme General Motors, M. L. W. Worthington et beaucoup d'autres.

[M. Stevens.]

Quand la question des risques est venue sur le tapis au cours de l'audience du comité, on a demandé au président de la Société s'il désirait, par exemple, vendre les effets d'une valeur de 17 millions et demi que la Société détient en Argentine, quel prix elle en obtiendrait; je dois dire que le président a répondu très franchement. Il était d'avis qu'il n'y aurait pas de marché. Je lui ai donc demandé à combien s'élèverait l'escompte s'il parvenait à trouver un acheteur. Il m'a répondu que, dans le cadre d'une affaire de financement en Turquie, on lui avait offert 33c. le dollar. Voilà le genre d'affaire conclue par la Société par centaines de millions de dollars.

En résumé, j'aimerais énumérer dix mesures positives qu'il est nécessaire de prendre avant de laisser cette entreprise poursuivre cette vie de luxe. Premièrement, il est nécessaire d'en transformer totalement l'administration. Il court des rumeurs de graves frictions au sein de la Société y compris parmi les cadres. De ce fait, il faut qu'une enquête approfondie soit effectuée quant aux mesures de sécurité effectivement prises pour chaque opération de financement effectuée par la Société.

Il faut examiner les effets réels de ce genre de financement sur les pays sous-développés ou les autres pays recevant une aide financière.

Il faut que la Société soit tenue de faire rapport au moins deux fois par an à un comité permanent de la Chambre. Il est exigé de son équivalent américain de faire un rapport chaque semestre devant le Congrès. Ce n'est certes pas trop demander que ses responsables comparaisent devant un de nos comités au moins deux fois par an.

Contrairement à ce qu'on lui avait demandé, elle a eu très peu recours au secteur privé pour trouver des capitaux de financement. A l'heure actuelle, il représente moins de 50 millions de dollars de prêts à court terme. Au contraire, son équivalent américain est parvenu à trouver tous les 90 jours des sommes substantielles auprès du secteur privé au lieu de s'adresser au Trésor américain.

Il faut que la Société soit dotée d'un plus grand nombre de bureaux afin de permettre aux exportateurs de tout le pays de s'adresser à elle plus facilement.

En outre, il faudrait créer au sein de la Société un secteur disposant d'un plafond d'un million de dollars destinés à aider les petites entreprises à pénétrer sur les marchés mondiaux de l'exportation et à y rester concurrentielles. Sa contrepartie américaine réussit parfaitement à l'heure actuelle dans ce domaine. Elle prévoit que ce secteur sera le plus important. A l'heure actuelle, elle est en mesure d'apporter une aide financière inférieure à \$1,000 dans plus de 100 pays aux exportateurs le désirant.

Nous croyons qu'il faudrait établir des principes directeurs pour la Société au sujet du plafond de son financement dans n'importe quel pays. Il devrait y avoir des principes directeurs au sujet de certains privilèges à accorder aux compagnies canadiennes qui ne sont pas contrôlées par des étrangers et il devrait y avoir certains principes directeurs au sujet du montant de tout marché conclu par cette société.